

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

1 7 ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission d'enquête relative aux conséquences des accords du Touquet sur l'action publique et le respect des libertés et droits fondamentaux des personnes migrantes

- Audition, ouverte à la presse, de Mme Aishe Anadif et
M. Karam Hassan 2
- Présences en réunion..... 11

Mercredi
27 mai 2026
Séance de 13 heures

Compte rendu n° 49

SESSION ORDINAIRE DE 2025-2026

**Présidence de
M. Sébastien Huyghe,
*Président de la commission***



La séance est ouverte à treize heures cinq.

M. le président Sébastien Huyghe. Nous parvenons au terme du cycle de nos auditions, au cours duquel nous avons entendu une grande diversité d'intervenants : représentants des administrations, préfets, forces de l'ordre, responsables politiques, universitaires, représentants des associations, acteurs du secours, etc. Tous sont venus témoigner au sujet des politiques menées depuis vingt-cinq ans à la frontière franco-britannique sur le littoral de la Manche et de la mer du Nord. Il était important pour notre commission d'enquête de recueillir également le témoignage de personnes directement concernées par cette situation extrêmement complexe. C'est dans ce cadre que nous recevons aujourd'hui Mme Aishe Anadif et M. Karam Hassan.

Madame Aishe Anadif, vous êtes originaire du Tchad. Vous avez voulu rejoindre le Royaume-Uni pour retrouver une personne de votre famille, avant d'y renoncer et d'être accompagnée par le Secours catholique à Calais. Monsieur Karam Hassan, vous êtes arrivé en France en 2014 après avoir fui le Soudan. Vous avez depuis acquis la nationalité française, et vous êtes cadre dans une grande entreprise internationale. Vous racontez dans un livre paru au mois de février, *Un rêve plus loin*, le parcours qui vous a conduit jusqu'à la jungle de Calais, et comment vous avez trouvé votre place en France, notamment grâce à l'apprentissage de la langue française.

Avant de vous céder la parole pour un propos introductif, je rappelle que cette audition est ouverte à la presse et fait l'objet d'une retransmission vidéo en direct. L'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires impose aux personnes auditionnées par une commission de prêter le serment de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité.

(Mme Aishe Anadif et M. Karam Hassan prêtent serment.)

M. Karam Hassan. Je suis honoré d'être présent parmi vous aujourd'hui, et je vous remercie pour votre invitation. J'aimerais commencer par raconter mon parcours. Je suis originaire du Soudan, je suis né et j'ai grandi à Saraf Omra, une ville du Darfour. Environ un an après le début de la guerre, qui a éclaté en 2003 au Darfour, nous avons été obligés de fuir avec ma famille pour aller à Khartoum, la capitale du Soudan. Je rêvais depuis mon enfance de devenir journaliste, par conséquent j'ai suivi des études de relations publiques et de journalisme, à l'université de Khartoum, en arabe.

Notre arrivée à Khartoum avait été un choc pour moi, qui n'avais jamais quitté le Darfour auparavant. Saraf Omra est une petite ville où il n'y a guère de diversité en termes d'origines, de langues. À Khartoum, au contraire, les gens venaient d'autres villes, du Nord, du Sud, de l'Est. Même si je parlais déjà l'arabe, je n'avais jamais été confronté à une telle diversité et j'avais certains réflexes, certains codes propres à la région où j'ai grandi. J'étais soudanais, mais le Soudan était comme un nouveau pays pour moi.

Après mes trois années d'études, je suis parti en Inde, en 2010, pour entreprendre des études d'e-commerce. J'y suis resté trois ans, et c'est là-bas que tout a commencé. Je m'étais lié à un groupe d'opposants au régime d'Omar al-Bachir, le président soudanais de l'époque. J'étais très actif, et je participais à l'organisation de manifestations destinées à sensibiliser les gens à la guerre au Soudan.

Le régime d'al-Bachir envoyait ses espions à l'étranger pour surveiller les opposants et, lorsque je suis rentré dans mon pays, j'ai été interpellé à l'aéroport et placé dans un centre de détention durant quelque temps. J'ai été libéré, mais à condition de fournir, deux fois par semaine, des informations aux autorités sur les habitants de mon quartier à Khartoum, ce qui était contre mes valeurs. J'ai subi cette situation durant quelques mois, avant de décider de fuir mon pays. Je suis entré en Égypte illégalement et j'ai rencontré des passeurs – je passe sur certains détails car tout cela était très compliqué.

Les passeurs m'avaient promis que je pourrais rejoindre l'Europe sur un grand bateau. En arrivant sur la plage pour embarquer, j'ai découvert qu'ils avaient menti. La traversée vers la Sicile a duré neuf jours et, sur l'embarcation, il y avait beaucoup d'angoisse, à la fois individuelle et collective, beaucoup de peur.

Depuis la Sicile, j'ai traversé toute l'Italie pour entrer en France par Vintimille. J'ai gagné Nice, puis Lyon, Paris, et enfin Calais. Durant tout ce voyage, je dormais dans la rue. L'arrivée à la jungle de Calais a été un nouveau choc. Je me demandais : Où suis-je ? Est-ce que je suis en Europe ? Je ne parvenais pas à associer ce que je voyais, la misère, la pauvreté, tout ce que je voyais à Calais, avec l'idée que je me faisais de l'Europe, de la France.

Je suis resté environ trois mois à Calais. J'étais décidé à me rendre en Angleterre pour diverses raisons. D'abord, parce que je parle anglais et que je connaissais quelques personnes vivant en Angleterre, même s'il ne s'agissait pas de membres de ma famille. En outre, obtenir l'asile en tant que ressortissant soudanais était, selon ce que l'on m'avait dit, plus facile en Angleterre qu'en France.

La vie dans la jungle de Calais était très dure, nous vivions dans la peur. D'abord, nous avions peur d'être arrêtés par la police puisque nous étions des sans-papiers. Ensuite, nous avions peur des groupes de fachos. Parfois, on marchait pendant des heures pour rejoindre le port en espérant monter dans un camion pour traverser la mer, et sur la route des groupes nous attaquaient et nous frappaient, c'est pour cela qu'on se déplaçait uniquement en groupes. Enfin, les conditions de vie étaient très difficiles dans la jungle. L'hygiène était inexistante : il fallait attendre des jours et des jours pour prendre une douche. On faisait la queue pour manger une fois par jour. Heureusement, des associations étaient présentes pour nous donner du soutien moral, pour nous nourrir aussi.

Imaginez ce que c'est de vivre toujours dans la peur, de dormir sans rêve, privé d'un sommeil normal, sans jamais savoir si la nuit prochaine on allait pouvoir dormir. Psychologiquement, c'est très dur.

Après trois mois de cette vie dans la jungle de Calais, j'ai décidé de rester en France pour plusieurs raisons. D'abord, j'étais bloqué et je n'avais pas d'autre choix. Un de mes amis est mort en essayant de traverser et j'ai eu peur de subir le même destin. Ensuite, j'avais été très touché par le dévouement des membres des associations qui étaient toujours présents pour nous, pour nous aider. Enfin, et c'est très important pour moi, écouter les gens parler français m'a vraiment donné envie de rester ici pour apprendre le français.

Par ailleurs, j'étais engagé auprès de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) à Calais en tant qu'interprète bénévole arabe-anglais. Cela m'a permis d'obtenir l'asile assez rapidement, au bout d'un mois et demi, presque deux mois. La suite de mon parcours commençait par l'apprentissage du français, qui a été très difficile. Souhaitant

poursuivre mes études, je me suis inscrit à l'université d'Arras, j'ai fait un an de mise à niveau en français et, par la suite, j'ai intégré un master en management de projet.

J'ai fondé l'association La Voix des réfugiés pour aider des personnes réfugiées à s'intégrer en France par l'apprentissage du français, le soutien scolaire et l'insertion professionnelle, parce que je suis convaincu que le travail est le meilleur levier d'intégration. Cette association mène également des actions de sensibilisation auprès du grand public, afin que les Français apprennent à connaître les personnes réfugiées.

Quand je suis parti de chez moi, je cherchais la dignité et la sécurité. Cette dignité d'être humain, je l'ai perdue à Calais parce que je n'arrivais pas à me laver, à faire mes besoins, à manger correctement, et parce que je vivais dans la peur. Aujourd'hui, je raconte avec beaucoup de fierté mon histoire à travers mon livre et auprès des personnes que je rencontre, mais à cette époque, ce n'était pas du tout le cas. Je n'étais pas fier d'avoir vécu tout cela. Mais les épreuves que j'ai connues m'ont donné de la force et de la résilience, et à présent je vois le côté positif de mon parcours, tout en sachant combien il est difficile de témoigner, de raconter lorsqu'on a connu ce que les réfugiés ont connu. Voilà ce que je voulais partager avec vous.

Mme Aishe Anadif. Je suis de nationalité tchadienne, née à Faya, et j'ai grandi à N'Djamena. J'ai quitté le Tchad le 5 décembre 2016 parce que ma vie était en danger. Mais je ne peux pas raconter publiquement mon histoire personnelle car cela me mettrait en danger. Je parlerai plutôt des problèmes de Calais.

Je suis arrivée en Allemagne et j'ai demandé l'asile. On m'a donné une carte de séjour d'un an, mais au moment de la renouveler, je risquais d'être renvoyée dans mon pays. C'est pourquoi j'ai décidé de partir en Angleterre. Mais l'Angleterre n'était pas mon premier objectif. La première fois que j'ai quitté l'Allemagne, c'était pour demander l'asile en France. Mais un Érythréen que j'ai rencontré dans un train m'a expliqué que l'Angleterre était la seule solution pour moi, si j'entamais une procédure Dublin. Cet homme m'a raconté beaucoup de choses sur l'Angleterre. Il m'a emmenée dans une forêt où des gens donnent de l'argent pour partir. Il m'a demandé presque 1 000 euros, mais j'avais seulement 300 euros.

Ensuite, j'ai rencontré un Syrien qui, lui aussi, avait vécu en Allemagne, et qui aidait les gens à passer en Angleterre. Il m'a dit qu'il pouvait m'aider même si je n'avais pas assez d'argent. Il m'a emmenée dans une forêt pour prendre un bateau. Je pensais que c'était un grand bateau, car je n'avais jamais vu des choses comme ça. Mais il m'a dit que ce n'était pas un grand bateau comme je l'imaginais. Dans la forêt, des garçons m'ont dit que si j'avais peur, il valait mieux rester en France. Ils m'ont dit que c'était très difficile de passer, que c'était la vie ou la mort. Ces garçons m'ont raconté la vérité.

J'ai tenté de traverser deux fois. La première fois, nous avons marché dans une forêt. C'était très fatigant. La police est venue. Nous nous sommes cachés. C'était comme la guerre. Il y avait un avion qui nous survolait. Il y avait des petits enfants, il faisait très froid, il n'y avait rien à manger. Je n'avais jamais vécu quelque chose comme ça auparavant. À la fin, nous n'avons pas réussi à partir car la police est arrivée. Une autre fois, nous avons marché dans la forêt presque trois jours. J'ai fini par renoncer à partir car, même avec une procédure Dublin, je pensais que c'était trop dangereux.

La vie à Calais est très difficile. Il n'y a pas de sécurité, il y a beaucoup de violence. Les gens, là-bas, vivent comme des animaux. Le 115 ne m'a pas donné de solution, sauf pour

une nuit. Je suis allée une nuit dans un centre, mais c'était très loin. J'ai ensuite été hébergée dans des familles. À Calais, il y a des femmes, des enfants. Ils dorment dans les tentes.

Quand j'ai compris que certaines personnes essayaient de partir depuis des mois, des années, j'ai réalisé que c'était trop difficile. J'étais très fatiguée. J'ai parlé avec le Secours catholique, qui me conseillait de rester en France. J'ai alors décidé de ne pas partir. Je suis allée à Paris, j'ai déposé une demande d'asile en espérant que la France allait me protéger. Quand je voulais partir en Angleterre, ce n'était pas pour la vie là-bas, mais seulement à cause du règlement de Dublin. On m'avait dit que c'était la seule solution. Mais moi, je préférais rester en France.

J'ai conseillé aux femmes que je connaissais à Calais de renoncer à partir. Elles m'ont dit que la vie n'était pas facile mais qu'elles allaient essayer. L'une de ces femmes est morte en essayant de traverser la mer.

Je remercie Mariam, Léa et toutes les personnes du Secours catholique, qui m'ont toujours aidée.

M. le président Sébastien Huyghe. Je vous remercie l'un et l'autre pour vos témoignages.

Monsieur Hassan, vous dites que vous avez fait vos études en Inde, avant d'être arrêté à votre retour au Soudan, ce qui vous a conduit à quitter votre pays. Pourquoi, à ce moment-là, avez-vous choisi d'aller en Angleterre, plutôt qu'en Inde, un pays que vous connaissiez et où vos chances d'insertion étaient plus importantes ? Je vous pose cette question parce que nous avons recueilli de nombreux témoignages, via les associations, de personnes qui n'avaient pas l'intention d'aller jusqu'en Angleterre, mais qui se sont décidées pour cette destination parce qu'on le leur avait conseillé au cours de leur déplacement. L'Angleterre s'est-elle imposée à vous comme destination privilégiée ? Ou bien est-ce que vous vous aussi, vous avez choisi l'Angleterre au cours de votre parcours vers l'Europe ?

M. Karam Hassan. Quand je suis rentré au Soudan et que j'ai été contraint de donner des informations deux fois par semaine sur les habitants de mon quartier, je n'avais pas le droit de quitter le Soudan légalement, ni pour l'Inde, ni pour aucun pays. Lorsque j'ai décidé de fuir mon pays, je n'envisageais pas de partir en Angleterre, ni même en Europe : ce qui comptait avant tout pour moi, c'était de fuir du Soudan.

Arrivé en Égypte, je comptais plus ou moins m'y établir, mais sur place on m'a expliqué qu'il était extrêmement difficile d'obtenir le statut de réfugié. Puis j'ai rencontré des passeurs qui m'ont vendu le rêve de prendre un bateau pour rejoindre l'Europe.

M. le président Sébastien Huyghe. Vous espériez alors obtenir le statut de réfugié ?

M. Karam Hassan. Non, je n'y pensais pas. Mon espoir était bien plus simple, il s'agissait avant tout de fuir le Soudan et de m'installer dans un pays où je pourrais vivre en sécurité. L'Europe, le statut de réfugié : je n'avais pas du tout cela à l'esprit.

M. le président Sébastien Huyghe. Est-ce que vous retournez à Calais de temps en temps ?

M. Karam Hassan. Oui, je m'y rends une ou deux fois par an avec mon association, La Voix des réfugiés, parce que L'Oréal nous donne des produits à distribuer aux exilés.

M. le président Sébastien Huyghe. Vous avez connu l'époque de la jungle, avec sa violence, son insalubrité, et des milliers de personnes. Depuis, le gouvernement a décidé de ne plus permettre de points de fixation, pour éviter que renaisse la jungle. Que pensez-vous de l'évolution de la situation sur place ? Qu'est-ce qui, selon vous, s'est amélioré ou dégradé ?

M. Karam Hassan. À l'époque où j'ai connu la jungle de Calais, la situation était extrêmement compliquée. Néanmoins, les migrants étaient unis par une forte solidarité, en dépit des violences, et les associations étaient présentes pour nous aider, même si leur travail était très compliqué. Il régnait un esprit d'entraide. Les violences policières étaient moins répandues qu'aujourd'hui. De ce point de vue, la situation s'est aggravée, d'autant qu'il y a moins d'associations présentes sur le terrain, comme à l'époque. Les démantèlements sont également plus nombreux, d'après ce qui m'a été rapporté.

Par ailleurs, les personnes prennent davantage de risques pour traverser la mer. Les passeurs sont plus nombreux et vendent un rêve. Ils disent qu'il est possible d'acheter un petit bateau dans lequel tout le monde peut monter, si bien que le risque est aujourd'hui beaucoup plus élevé qu'auparavant.

Il y a quelques mois, j'ai retrouvé à Calais des personnes que j'avais connues en 2018, lorsque j'étais venu pour un stage de six mois à l'accueil de jour du Secours catholique, et même en 2015, lorsque je vivais moi-même sur place. Ces personnes, qui vivent depuis longtemps dans une situation inhumaine, terrible sur le plan psychologique, sont devenues plus ou moins folles. C'est horrible.

Pour répondre à votre question, je dirais que la situation aujourd'hui est plus triste, plus dangereuse, plus grave encore qu'à l'époque de la jungle, où elle était déjà inhumaine.

M. le président Sébastien Huyghe. Lorsque nous nous sommes rendus sur le terrain, il y a quelques semaines, on nous expliquait que la plupart des migrants présents dans les camps sont des personnes instruites ayant, pour certaines, suivi des études supérieures, comme vous-même. Elles n'appartiennent pas à la frange la plus défavorisée de leur pays d'origine. Est-ce que vous le confirmez ?

M. Karam Hassan. Je ne veux pas faire de généralités, car j'ai aussi rencontré sur place des personnes qui n'ont pas fait d'études, et je ne dispose d'aucun chiffre. Mais il est vrai que l'on trouve parmi les migrants de plus en plus de personnes qui ont un niveau scolaire avancé. La plupart des personnes qui quittent leur pays n'ont pas d'autre choix, car elles sont persécutées, mais elles disposent d'un minimum de moyens pour financer leur fuite. Il est très difficile de partir lorsqu'on est totalement démuné.

M. le président Sébastien Huyghe. C'est à cela que je voulais en venir : fuir son pays suppose d'avoir les moyens de payer des passeurs. J'aimerais savoir comment vous avez été mis en contact avec les passeurs que vous avez rencontrés en Égypte. Que vous ont-ils vendu ? Quelle est, entre guillemets, leur « prestation » ? Que vous ont-ils dit sur le voyage que vous alliez entreprendre ? Je m'interroge sur ce point car nous avons souvent entendu des témoignages disant que le voyage tel qu'il était présenté aux candidats à l'exil n'avait pas grand-chose à voir avec la réalité, qu'il était beaucoup plus difficile. Les embarcations, par exemple, sont bien plus précaires et dangereuses que ce qui avait été annoncé. Par ailleurs, il est souvent question de la violence des passeurs, car la concurrence entre eux est particulièrement forte. En outre, leur violence semble s'exercer au moment du

passage lui-même, parce que de nombreuses personnes, prenant conscience de la dangerosité d'une traversée sur une embarcation précaire, veulent renoncer et se heurtent à la violence des passeurs, qui les obligent à embarquer pour se faire payer. Nous aimerions vous entendre sur ce sujet, pour comprendre si les violences relèvent de cas sporadiques, ou bien si c'est une réalité ordinaire.

M. Karam Hassan. Les passeurs sont des personnes inhumaines. Je suis entré en contact avec eux en Égypte parce que mon père connaissait quelqu'un sur place, qui lui-même connaissait des personnes connaissant des passeurs. Cette personne m'avait prévenu qu'il serait difficile de rester en Égypte, et que la solution pour moi était de fuir. Ces passeurs sont des Syriens, des Kurdes, c'est une chaîne de personnes dont on ne connaît jamais le bout. C'est un réseau interminable.

Ces personnes m'ont dit que, moyennant 3 000 dollars, j'allais passer en Europe sur un grand bateau, déguisé en serveur, c'est-à-dire en sécurité. J'étais très soulagé de partir dans ces conditions, et j'ai donné mon accord. Quand je suis arrivé sur la plage, à Alexandrie, nous étions une quinzaine et, devant nous, il n'y avait qu'un petit bateau. Tout le monde devait embarquer. Derrière nous, trois ou quatre passeurs criaient en arabe pour nous obliger à monter sur le bateau. Ou bien nous montions, ou bien ces hommes tiraient sur nous parce qu'ils avaient peur d'être dénoncés. Il était 19 heures 30, la nuit était tombée.

Nous avons donc embarqué puis, après quelques heures de route, nous avons été transférés dans la nuit sur un autre bateau, plus grand, un bateau de pêche où se trouvaient déjà d'autres personnes. Nous avons vogué pendant trois jours, puis à nouveau nous avons été transférés sur un bateau plus grand. Il y avait à bord des hommes, des femmes, des enfants, nous étions environ deux cents personnes. La traversée était très organisée, et en même temps les passeurs se fichaient complètement de la sécurité. Nous passions d'un bateau à l'autre en pleine nuit, sans gilet de sauvetage. Voilà comment agissaient les passeurs en Égypte.

À Calais, je n'ai pas été personnellement en contact avec des passeurs, parce qu'à cette époque de nombreux migrants tentaient de passer seuls, en montant dans un camion. J'ai moi-même marché pendant des heures pour arriver au port, pour monter dans un camion, pour se cacher et tenter d'échapper aux contrôles, ce qui était très difficile parce qu'après d'aussi longues marches nous étions épuisés. Aujourd'hui, je pense que le rôle des passeurs est totalement différent parce que d'importants réseaux organisent les passages.

M. le président Sébastien Huyghe. Que pouvez-vous nous dire sur les violences commises par les passeurs à Calais ?

M. Karam Hassan. Je n'y ai pas personnellement été confronté. Même en Égypte, parce que, là-bas, il suffisait, pour les hommes, d'obéir. S'ils n'obéissaient pas, ils subissaient des violences, et les passeurs étaient prêts à tirer. En revanche, les femmes étaient bien plus confrontées à la violence que les hommes.

Mme Elsa Faucillon, rapporteure. J'aimerais d'abord vous remercier chaleureusement d'avoir accepté de venir témoigner à l'Assemblée nationale. Il est tout à fait primordial, dans le cadre de cette commission d'enquête, que nous puissions entendre les personnes directement concernées par les politiques publiques qui sont mises en place. Je dois dire, pour celles et ceux qui nous regardent, qu'organiser cette audition n'a pas été simple.

Votre situation à tous les deux, le fait que vous ayez finalement choisi de rester en France, est plutôt minoritaire parmi celles et ceux qui se trouvent à Calais, et qui font plusieurs tentatives pour finalement passer en Angleterre. Certaines des personnes ayant réussi leur passage, bien qu'elles soient accompagnées par des associations en Angleterre, et bien qu'elles soient désormais intégrées à la société britannique, ont exprimé leur crainte de venir témoigner devant notre commission d'enquête. Vous qui avez renoncé à migrer en Angleterre, vous avez accepté courageusement de venir, et je sais combien cela est coûteux pour vous.

Je tiens d'autant plus à vous remercier parce que les politiques migratoires sont souvent – et j'exprime là une opinion toute personnelle – basées sur des fantasmes, parfois des peurs, parfois de l'instrumentalisation. Il est dès lors extrêmement important que jaillisse, au milieu des fantasmes et des peurs, la parole des personnes réellement concernées par la migration.

J'aimerais vous demander, madame Anadif, en quoi la situation des femmes est particulièrement difficile à Calais.

Mme Aishe Anadif. À Calais, la situation est très dangereuse pour les femmes seules, pour celles qui vivent dans la forêt, dans des tentes. Des femmes m'ont raconté qu'elles restaient dans leurs tentes et que des hommes venaient les agresser. C'est pourquoi j'avais demandé au Secours catholique à être hébergée dans des familles, pour être en sécurité. J'ai refusé de vivre dans une tente. Une fois, je suis partie dans un camp pour être hébergée, mais c'était trop loin et j'ai décidé de retourner à Calais. J'ai dormi dans une tente une nuit et j'ai entendu que des hommes venaient. J'ai compris que je n'étais pas en sécurité. Alors je suis sortie et j'ai marché jusqu'à ce que la nuit tombe. J'ai appelé le 115 et le Secours catholique, et on m'a trouvé un hébergement.

Vivre à Calais est très dangereux pour une femme seule, mais pour les hommes aussi. Ils se battent entre eux parce qu'ils sont dans une situation difficile, et qu'ils attendent des mois ou des années pour passer en Angleterre. Ils essaient tout pour partir. Ils courent après des voitures pour monter.

Ma vie était en danger au Tchad, mais des amis m'ont aidé à obtenir un visa pour partir en Allemagne. Je n'ai jamais connu de passage dangereux. Lorsqu'on m'a proposé de partir en Angleterre sur un bateau, j'ai pensé que c'était un grand bateau, avec de la sécurité. C'est pour cela que j'ai donné de l'argent, et j'étais contente. Des hommes mentaient sur les bateaux, mais d'autres disaient la vérité, parce que, contrairement à moi, ils sont arrivés en Europe sur des petits bateaux. Ils disaient qu'on allait essayer de passer sur des petits bateaux, que ce serait la vie ou la mort, qu'il y avait beaucoup de danger. C'est pour cela que j'ai décidé de ne pas partir.

On dit qu'il ne faut pas partir de Calais parce qu'il y a beaucoup de contrôles de police. Qu'il vaut mieux tenter de partir de Dunkerque, parce qu'il y en a moins. Je souhaite que la police fasse son travail, parce qu'il y a des femmes, des enfants, des petits enfants qui pleurent, parce qu'il n'y a pas à manger.

Mme Elsa Faucillon, rapporteure. Monsieur Hassan, j'ai eu l'occasion d'écouter certaines de vos interviews, très émouvantes, notamment sur France Inter. Dans ces interviews, vous remerciez la France pour l'accueil que vous avez reçu et pour la place que vous avez su trouver aujourd'hui dans la société. Et vous déclarez votre amour pour la langue française. Dans le même temps, vous avez évoqué tout à l'heure le choc ressenti en arrivant à Calais, et mis l'accent sur l'écart entre l'image que vous vous faisiez de la France et de l'Europe, et la réalité que vous aviez sous les yeux. Comment décririez-vous ce choc, cette première image de notre pays à laquelle vous avez été confronté ?

Par ailleurs, quelles contradictions voyez-vous dans les politiques menées vis-à-vis des personnes qui n'ont pas d'autre choix que de quitter leur pays ?

M. Karam Hassan. Permettez-moi d'abord de vous adresser mes remerciements à mon tour, car vous avez été très courageuse d'avoir mis en place cette commission d'enquête.

La vie est très précieuse pour moi, parce que j'ai frôlé la mort. Aujourd'hui, quand on me demande pourquoi je suis heureux malgré tout ce que j'ai vécu, je réponds simplement que la vie est très courte. Ce que j'ai vécu m'a permis de voir la vie autrement. Dès lors que je suis en bonne santé et en sécurité, je dois remercier la vie elle-même de m'avoir donné la chance d'être vivant.

Quand je remercie la France, je remercie surtout des personnes, à commencer par Françoise, qui habite à Arras, et qui est ma maman de France. C'est elle qui m'a appris le français. C'est elle qui m'a accompagné. C'est elle qui était là pour moi dès le début, quand je suis arrivé à Arras en 2016. Et c'est elle qui pendant des mois, des années, faisait des courses chaque vendredi, pour 40 ou 50 euros, afin que je puisse me consacrer à mes études et bien manger. Quand je remercie la France, je remercie le maire d'Arras, Frédéric Leturque, des associations telles que le Secours catholique ou la Cimade, et toutes les personnes qui dédient leur vie aux autres, qui sont toujours là pour les autres – à Calais, malgré toutes les difficultés, elles étaient nombreuses.

Personnellement, j'ai été beaucoup plus confronté au racisme au Soudan qu'en France. Le Soudan est un pays africain avec une forte influence arabe. Les minorités arabes estiment que le Soudan est un pays arabe et non un pays africain, c'est un véritable problème d'identité et nous, les Noirs, subissons plusieurs formes de racisme.

L'arrivée à Calais, c'est vrai, a été un choc pour moi. Mais j'ai vu aussi toutes ces personnes qui venaient chaque matin nous donner à manger, et qui nous écoutaient, nous considéraient comme des êtres humains. Nous ne parlions pas la même langue, nous n'avions pas la même culture, et pourtant elles étaient là pour nous. Je mesure la chance d'avoir été considéré comme un être humain, d'avoir obtenu le statut de réfugié, d'avoir trouvé un travail, et je suis très reconnaissant à la France pour cela.

Exprimer ma gratitude après avoir dit combien l'arrivée à Calais avait été un choc pour moi, tant la situation y était difficile, semble paradoxal, mais ce moment de difficulté à Calais m'a donné de la résilience, de la force, et m'a fait comprendre aussi la valeur de l'entraide. Devenir réfugié peut arriver à n'importe qui. Même une personne qui a une vie stable n'est pas à l'abri des épreuves et, du jour au lendemain, peut être contrainte de quitter son pays. Arriver dans un pays dont on ne connaît pas la langue ni la culture est un choc. La première chose dont on a besoin, c'est d'être accueilli, d'être mis en sécurité et d'être considéré comme un être humain.

J'aime la France, j'aime cette culture et j'aime surtout les gens qui étaient là pour moi. Aujourd'hui, la France est mon deuxième pays, et même le premier puisque, bien qu'ayant obtenu la nationalité française, je ne peux pas retourner au Soudan parce que je n'ai pas changé de nom et que j'ai peur d'être arrêté. Ma famille habite en Égypte aujourd'hui, j'ai eu l'occasion d'aller la voir deux fois.

Mme Elsa Faucillon, rapporteure. J'en profite à mon tour pour remercier Françoise, qui depuis Arras nous a mis en contact avec vous.

J'aimerais adresser à Mme Anadif ma dernière question. En dehors du Secours catholique, qui est une association et qui pallie les carences d'un État parfois absent, y a-t-il d'autres personnes qui vous ont informée sur vos droits, notamment sur la possibilité de demander l'asile ? Je sais, par exemple, que vous avez été en centre d'accueil et d'examen des situations administratives (CAES). Est-ce que quelqu'un, sur place, vous a proposé de déposer une demande d'asile en France ? De même, est-ce que d'autres personnes que des bénévoles du Secours catholique vous ont alertée sur les dangers d'une traversée de la mer ?

Mme Aishe Anadif. Quand j'étais au CAES, on m'a conseillé de ne pas partir en Angleterre et de demander l'asile en France. Mais pour moi la seule solution était l'Angleterre, à cause du système de Dublin. C'est la seule raison pour laquelle je voulais partir en Angleterre.

Aujourd'hui, ma situation n'est pas encore stabilisée, mais je voudrais remercier toutes les associations qui m'ont aidée, l'Ofii, les personnes qui m'ont hébergée à Calais et à Paris, la France, qui m'a donné la chance de vivre, et je vous remercie de m'avoir écoutée.

M. Karam Hassan. Pour ma part, j'ai été conseillé et soutenu par l'association Audasse, qui est basée à Calais, et par l'association La Vie Active.

M. le président Sébastien Huyghe. Il me reste à vous remercier d'être venus jusqu'à nous. Mme la rapporteure l'a souligné, et vous aussi : il n'était pas évident, pour vous, de témoigner en public. Mais vos propos sont très éclairants à la fois sur la réalité vécue sur le terrain, sur les côtes de la mer du Nord et de la Manche, et sur l'ensemble du parcours de migration depuis le pays de départ.

La séance s'achève à quatorze heures dix.

Membres présents ou excusés

Présents. – Mme Elsa Faucillon, M. Sébastien Huyghe

Excusés. – Mme Stella Dupont, M. Charles Fournier